



MOUVEMENTS

Cécile Duflot, qui se voit déjà ministre de l'environnement, ne se soucie pas vraiment du sort d'**Eva Joly**, pour laquelle seule son ancienne équipe de campagne se démène. L'idée est d'obtenir pour l'ex-magistrate la création d'un Haut Commissariat en charge de la régulation financière. Sans garantie de succès !

Jean-Michel Baylet, président des radicaux de gauche et protagoniste de la campagne présidentielle de **François Hollande**, accepterait volontiers un ministère régalien. Mais il lui sera difficile d'aller à la défense, qui paraît déjà prise (lire p.3). Et la chancellerie comme l'intérieur lui sont interdits, du fait de ses problèmes judiciaires passés.

Fabienne Chol, chef de cabinet de **Valérie Pécresse** au ministère du budget, a été nommée par décret présidentiel, signé le 7 mai, directrice générale de l'**Institut national de la consommation** (INC). Le poste était vacant depuis décembre 2011, après le départ d'**Eric Briat**. L'information, transmise aux syndicats de l'organisme public le 9 mai, les a fortement agacés.

Jacques-Antoine Granjon a (aussi) bénéficié des derniers décrets du quinquennat de **Nicolas Sarkozy**. Par décret du 2 mai, le créateur du site **Vente-privée.com** a été nommé président du conseil d'administration du Palais de Tokyo, tout juste rénové et étendu. "JAG", comme l'appellent les internautes, avait confié avoir voté pour Nicolas Sarkozy en 2007. Et en 2012 ?

Philippe Madrelle, inoxydable président **PS** du conseil général de Gironde, vient de recruter l'un de ses deux fils, **Nicolas**, dans son cabinet. Ce dernier s'était lancé, avec un succès limité semble-t-il, comme consultant indépendant en gestion des déchets.

La génération Hollande vise les cabinets

Jusqu'à la constitution définitive du gouvernement par **François Hollande**, les CV des jeunes conseillers continueront de circuler auprès des éléphants socialistes. Une nouvelle génération de militants et techniciens compte mettre en valeur sa participation aux pôles thématiques de l'équipe de campagne pour rejoindre un cabinet ministériel. Passage en revue de leurs plans d'attaque.

Voies royales. De l'avis de ces jeunes collaborateurs, il existe trois voies royales pour intégrer un cabinet. D'abord, la proximité avec le futur ministre. On imagine mal **Manuel Valls**, assuré d'être ministre, se passer de ses conseillers à la mairie d'Evry, **Christian Gravel** et **Sébastien Gros** (*Entourages* n°54). Faute d'être proche d'un ministrable, on peut l'être de son éventuel directeur de cabinet, l'homme de confiance qui sera le premier nommé. Normalien et docteur en science politique, **Alexandre Siné** devrait devenir le dircab' de **Vincent Peillon** au ministère de l'éducation. Pour constituer son équipe, cet inspecteur des finances devrait prendre auprès de lui l'énarque et centralien **Alexandre Aidara**, spécialiste de l'université et actuellement maître des requêtes au **Conseil d'Etat**, qu'il avait croisé à la direction du budget entre 2008 et 2010. Le domaine d'expertise est également un atout précieux pour le jeune collaborateur qui, recommandé par une administration, peut être nommé à un poste plus technique. En dernier recours, il y a également l'inamovible système D, qui consiste, pour ceux qui ne sont pas parvenus à s'imposer pendant la campagne, à multiplier déjeuners et entretiens, à l'image de certains spécialistes de l'énergie qui parient sur la nomination d'**Alain Rousset** à la tête d'un grand ministère de la production (*Entourages* n°52).

Poids politique. Quels postes visent ces jeunes conseillers ? Pour les purs technos, moins politisés - telles **Alice Rufo**, conseillère diplomatique au Quai d'Orsay, ou encore **Constance Rivière**, énarque chargée des experts pendant la campagne socialiste -, n'importe quel cabinet constitue un fantastique accélérateur de carrière. Pour les profils plus militants, au contraire, "la question est de savoir s'il vaut mieux être une petite main auprès d'un ministre important, ou avoir un poste plus stratégique auprès d'un « petit » ministre", analyse un jeune secrétaire national de l'**UMP**, qui avait préparé le terrain, en vain... "Entre en compte l'importance du maroquin, s'il s'agit d'un ministère régalien ou d'un secrétariat d'Etat. Mais également le poids politique du ministre lui-même. Ce n'est pas la même chose de travailler pour **Martine Aubry** que pour **Najat Vallaud-Belkacem**", la porte-parole de François Hollande pendant la campagne, explique une plume socialiste.

L'Elysée à tout prix ! L'intitulé de la fonction a aussi son importance. Contrairement au conseiller technique, dont les attributions sont clairement définies, le conseiller spécial bénéficie d'un contact plus personnel avec le ministre. "Il connaît sa famille. C'est lui qui réserve les places de concert et les tables au resto", explique un cadre de l'**UMP**. De quoi bâtir une solide relation de confiance. Certains jouent si bien le jeu qu'ils ont même le choix de l'affectation. Ainsi ce diplômé de **Sciences po**, qui a participé à des pôles thématiques, bénéficie de plusieurs offres. Son choix est arrêté, mais attention : "Si Hollande me propose un poste, bien sûr, je le prends !" Car un "placard" à l'Elysée est bien plus valorisant qu'un poste plus important en ministère.

Mélanie Bulan

Hollande fera-t-il le printemps en banlieues ?

Des membres du comité de campagne de **François Hollande** lui ont demandé d'intégrer la dimension "politique de la ville" dans l'intitulé du ministère de l'égalité territoriale qu'il veut créer. Parmi eux, **Michel Destot** (Association des maires de grandes villes de France), **Renaud Gauquelin** (Association des maires ville & banlieue) et **Claude Bartolone** (président du conseil général de Seine-Saint-Denis). Tous trois ont contribué au vote des quartiers, alors que la mobilisation de leurs 5 millions d'habitants n'était pas acquise. Tous sont ministrables. Autres candidats potentiels : les sénateurs **Yves Krattinger** (ancien porte-parole égalité des territoires), **Thierry Repentin** (habitat)

ou **Claude Dilain**, élu de Clichy-sous-Bois. Leur objectif est d'obtenir que les administrations mettent un terme aux politiques de "zonage" et optent pour une application plus vigoureuse des politiques publiques dans les banlieues. Les 150 000 "emplois d'avenir" prévus pendant ce quinquennat y seraient ainsi attribués en priorité.

Les projets éducatifs, de santé, d'habitat, de sécurité et de logement feraient l'objet d'une loi quinquennale et seraient, pour partie, soutenus par la future banque publique d'investissement. En matière fiscale, les exonérations accordées aux entreprises implantées en zone franche urbaine seraient désormais conditionnées à l'embauche d'habitants de leurs quartiers.

Pacte Copé-Fillon pour repousser la guerre

Jean-François Copé a anticipé la défaite de **Nicolas Sarkozy** en proposant, dès le 2 mai, de renforcer l'autonomie des sensibilités qui composent l'**UMP**. Son idée est de transformer des regroupements affinitaires comme la **Droite populaire**, la **Droite sociale** (**Laurent Wauquiez**) et les **Humanistes** (**Jean-Pierre Raffarin** et **Jean Leonetti**) en véritables tendances. Cette possibilité était prévue par les statuts du parti dès sa création en 2002. Mais, en prenant sa présidence en 2004, Nicolas Sarkozy avait refusé d'accorder des moyens financiers ad hoc. Cet ajustement est une condition de la survie de l'**UMP**. L'objectif immédiat étant de conserver intacte la ferveur militante jusqu'aux législatives.

Jean-François Copé - qui est prêt à des concessions pour conserver la tête du mouvement - verrouille suffisamment le parti pour ne pas craindre cette adaptation.

Pour sa part, **François Fillon** n'est déjà plus qu'un ex-premier ministre, sans vrai réseau organisé. De ce fait, un troc paraît possible entre eux deux pour éviter l'implosion. D'un côté, Jean-François Copé garantirait à François Fillon un atterrissage tranquille dans la 2^e circonscription de Paris. En échange, ce dernier laisserait le secrétaire général réorganiser l'**UMP** et renoncerait, dans l'immédiat, à structurer contre lui une opposition frontale, avec **Alain Juppé** et quelques réformistes tels que **Nathalie Kosciusko-Morizet**.

■ L'après-6 mai de la CGT

L'appel de la CGT à voter contre **Nicolas Sarkozy** a constitué une parenthèse dans la période agitée que traverse la confédération, et qui durera jusqu'à son congrès de mars 2013. Dès le 25 mai, **Bernard Thibault** va relancer le débat sur sa succession dans un document d'orientation soumis au comité confédéral national, les 30 et 31 mai. Seize candidats ont été retenus au terme des consultations des structures fédérales et régionales. Outre **Eric Aubin**, deux noms se détachent : ceux d'**Agnès Naton** et de **Nadine Prigent**. Mais l'enjeu ne se réduit pas au choix - ou pas - d'une femme pour diriger la CGT...

Opposition interne. En s'interrogeant sur l'attitude à adopter face au gouvernement de gauche, les fédérations opposées à la stratégie dite de "recentrage réformiste" du secrétaire général sortant chercheront à peser sur la composition de la prochaine direction confédérale. Il s'agit notamment de fédérations réputées radicales, comme celles de l'agroalimentaire, du bâtiment et de la chimie, mais aussi d'unions départementales, dont celles des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais. Toutefois, ces organes, plutôt favorables à Nadine Prigent, sont eux-mêmes souvent traversés par des tensions. En outre, leur vie interne n'est pas exemplaire au plan démocratique ! Au point que c'est en leur sein que Bernard Thibault a cru identifier l'origine des rumeurs de presse qui évoquent régulièrement ses problèmes de santé liés à un mal de dos. Des indiscretions destinées à hâter son départ.

Obama attend Hollande. Dès le 3 mai, **François Hollande** a commencé à évoquer avec **Pierre Moscovici** et le préfet **Nacer Meddah** la passation des pouvoirs à l'Élysée. Avec un sérieux problème à résoudre, puisque la cérémonie n'aura pas lieu avant le terme du quinquennat de **Nicolas Sarkozy**, le 15 mai. Or, les premières échéances internationales (**G20** et **OTAN**) sont prévues les jours suivants. Washington et Londres se sont d'ailleurs inquiétés de ce que la participation de Paris à ces sommets ne soit pas perturbée par le calendrier franco-français. Dans l'équipe de François Hollande, leur préparation a été confiée à deux proches qui le conseillent de longue date (LLA n°1523) : le directeur général

des affaires politiques et de sécurité du Quai d'Orsay, **Jacques Audibert**, et **Paul Jean-Ortiz**, directeur Asie et probable conseiller diplomatique du nouveau président.

Valls a zappé son anniversaire.

Manuel Valls n'a finalement pas fêté avec ses amis **Alain Bauer** et **Stéphane Fouks**, le 5 mai, leurs anniversaires respectifs, comme chaque année (LLA n°1544). Cité pour la place Beauvau, le député-maire d'Evry n'a pas voulu s'afficher avec le criminologue, omniprésent auprès de **Nicolas Sarkozy** et **Claude Guéant**. Si Manuel Valls devient le premier flic de France, Alain Bauer quittera les responsabilités confiées par le précédent

pouvoir, comme la présidence de l'**Observatoire national de la délinquance**. Ce qui ne l'empêchera pas de faire profiter son vieux camarade rocardien de ses réseaux. Parmi les noms cités pour le poste de DGPN, après **Frédéric Péchenard**, figure ainsi celui d'un proche d'Alain Bauer : **Emile Perez**, patron de la Direction de la coopération internationale.

Bouillon, un préfet bien entouré.

Le directeur de cabinet de **Claude Guéant**, **Stéphane Bouillon**, n'a rien à craindre pour la suite de sa carrière préfectorale. Il est ami avec **Jean-Pierre Jouyet**, et proche de **Pierre-René Lemas**, tous deux incontournables auprès de **François Hollande**.

Les premiers rôles dans l'équipe Hollande

Les décisions prises pendant cette semaine de transition tracent les contours du premier cercle du nouveau pouvoir.

Pour **Pierre Moscovici**, le pilotage de l'équipe de transition de **François Hollande**, qui lui a été confié le 7 mai, sera-t-il l'antichambre du secrétariat général de l'Élysée ? Réponse le 15 mai. En attendant, il a réglé avec **Christian Frémont**, le directeur de cabinet de **Nicolas Sarkozy**, les détails de la cérémonie du 8 mai, et a confié au préfet **Nacer Meddah** le soin de discuter de la cérémonie de passation des pouvoirs. Si ce scénario se concrétise pour "Mosco", la voie du Quai d'Orsay - qu'il vise aussi - serait libre pour **Laurent Fabius** ou **Elisabeth Guigou**.

En acceptant un moratoire sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les caciques PS de l'Ouest de la France ont donné deux ans de répit à **Jean-Marc Ayrault**. Le principal obstacle à la nomination du député-maire de Nantes à Matignon est donc levé (LLA n°1545). D'autant que les dirigeants écologistes n'ont pas l'intention de jeter de l'huile sur le feu avec ce dossier. Dans cette hypothèse, les partisans de la nomination de **Michel Sapin** à Matignon verraient leur espoir s'envoler,

même si celui-ci correspond tout autant au portrait-robot du futur premier ministre de François Hollande.

Et **Martine Aubry** ? Certaine de ne pas être premier ministre, la patronne du PS s'interrogeait, ces derniers jours, sur son intérêt d'entrer au gouvernement. A François Hollande de la persuader de ne pas rester à l'écart... Car, au vu du fort pourcentage des électeurs "vraiment de gauche" qui ont voté le 6 mai, celui-ci a besoin d'elle. D'où les confidences distillées par certains de ses vieux collaborateurs qui voient "Martine" à Bercy. Mais alors, où irait Michel Sapin, s'il n'est ni premier ministre, ni à l'Élysée ? Et comment réagiront **Jérôme Cahuzac** et **Nicole Bricq**, cités pour le budget ?

Dans ce contexte très volatile, même **Jean-Yves Le Drian** n'est pas assuré de rejoindre l'hôtel de Brienne, alors que ses récents contacts avec des responsables étrangers font de lui un quasi-ministre de la défense. "Le 23 avril, à Lorient, Hollande a promis un ministère de la mer. A la place de Jean-Yves, je me méfierais.", s'amuse un élu breton. Toutefois, un nom est déjà cité pour ce portefeuille : celui de **Frédéric Cuvillier**, élu à Boulogne-sur-Mer.

Le soldat Bayrou encerclé dans le Béarn

François Bayrou se retrouve pris en tenaille entre le PS et l'UMP - qui veut lui faire payer sa "trahison" du 6 mai.

Avec l'appui de **Michèle Alliot-Marie** et de la fédération locale de l'UMP, **Jean-François Copé** a encouragé, dès le 7 mai, **Eric Saubatte**, un Palois de 41 ans salarié au **Crédit agricole**, à se présenter contre le président du **MoDem** aux législatives. Cela, malgré la tentative de **Frédéric Nihous**, l'ex-chef de file du **CPNT**, très actif à Paris ces dernières semaines, d'être investi à sa place.

L'intention initiale était de ne pas opposer de candidat à **François Bayrou** dans la 2^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques, comme en 2007 (LLA n°s 1544 et 1488). Mais, entre-temps, il y a eu l'annonce de son vote pour **François Hollande**, le 6 mai. L'affaire se présente d'autant plus mal pour le chef de file centriste - crédité de seulement 19% dans

son fief le 22 avril - que le **MoDem** local est désormais divisé. Deux camps se sont formés depuis une semaine : d'un côté, une majorité des membres du bureau départemental qui ont voté François Hollande ou blanc et, de l'autre, des élus locaux centristes qui pensent déjà aux municipales de 2014 et à leur traditionnelle alliance avec l'UMP.

L'autre coup dur a été la décision de **Martine Aubry** de maintenir la candidate **PS** désignée dans la 2^e circonscription, **Nathalie Chabanne**, une inspectrice des impôts travaillant dans les Hautes-Pyrénées. Dès le 5 mai, des proches de Martine Aubry s'étaient interrogés sur la conduite à tenir. Mais les appels au retrait de la candidate socialiste par **Pierre Moscovici** et **Marisol Touraine** ont peu pesé face à la détermination des députés du cru, **David Habib** et **Martine Lignières-Cassou**, relayés par le premier fédéral **Pierre Chéret**.

Hollande, c'était très Net ! Le budget de la web-campagne de **François Hollande**, dirigée par l'élu bordelais **Vincent Feltesse**, a englouti le quart des 22 millions d'euros consacrés à la présidentielle. Une première ! Principaux postes de dépenses : l'achat de matériel informatique et la rémunération des quelque 50 personnes actives au sein de l'équipe numérique (*Entourages* n°54), sans compter les spécialistes du web délégués par plusieurs partis socialistes européens.

Montebourg, polémique au poing.

Même s'il ne se présente pas dans la 6^e circonscription de Saône-et-Loire dont il est le député sortant, **Arnaud Montebourg** entend bien se battre pour y faire élire la candidate **PS Cécile Untermaier** (LLA n°s 1522 et 1531). Comme en juin 2007, sa cible sera l'**UMP Arnaud Danjean**. Entre autres arguments concoctés contre cet ex-fonctionnaire de la **DGSE** : ses relations administratives pendant la guerre des Balkans avec l'actuel premier ministre du Kosovo **Hashim Thaçi**, accusé aujourd'hui par les Serbes d'avoir été le complice d'un trafic d'organes, en 1999.

Beauvau entre deux feux. La guerre au couteau entre pro-Valls et pro-Rebsamen pour le ministère de l'intérieur a obligé les syndicalistes policiers à s'adapter. Ainsi, le 24 avril, **Jean-Marc Bailleul**, secrétaire général du **Syndicat national des officiers de police** (SNOP), a pris son petit-déjeuner avec **François Rebsamen**, avant de déjeuner avec **Manuel Valls**...

Cocooning post-défaite. **Nicolas Sarkozy** n'a jamais vraiment anticipé son échec électoral avant le 6 mai. Les lendemains de défaite n'en seront que plus rudes pour lui. Parmi ses amis, cela va mobiliser ceux qui l'ont déjà épaulé lors d'épreuves passées (divorce, affaire **Clearstream**...) et qui, comme **Pierre Charon**, risquent de devoir lui consacrer beaucoup de temps.

Quid des allocs familiales ? Lors de l'examen du collectif budgétaire cet été, les députés **PS** devront décider de ramener - ou pas - la date de la revalorisation annuelle des prestations familiales à chaque 1^{er} janvier. En novembre 2011, cette mesure a été reportée au 1^{er} avril pour compenser la suppression de 140 millions € d'économies prévues à l'origine dans le projet de loi de finances. Au nom du PS, la députée **Martine Pinville** avait dénoncé cette décision qui, en 2012, limite à 0,75% l'augmentation des allocations familiales.

La Fondation Ifrap, présidée par **Agnès Verdier-Molinié**, dresse un bilan mais aussi des perspectives pour la réforme des universités dans sa revue mensuelle. Elle lance à cette occasion quelques propositions explosives - comme d'ordinaire pour ce think-tank libéral et volontiers provocateur. Selon elle, les enseignants-chercheurs doivent passer en contrat de droit privé ; les universités doivent être autorisées à prélever des droits d'inscription "fixés librement selon leur stratégie" et afin de "renforcer l'implication de l'étudiant en le responsabilisant" ; et l'université doit pouvoir sélectionner ses étudiants. Autant de voies que le prochain gouvernement s'empressera de ne pas suivre !

Jean-Michel Darrois et **Michel Berry** font leur entrée au sein de l'équipe dirigeante du think-tank **Presaje**. L'avocat fondateur du cabinet éponyme et le responsable de l'**Ecole de Paris du management** (LLA n°1465) y participeront à titre personnel. Par ailleurs, un réseau social interactif vient d'être mis en place par le cercle. Les "Amis de Presaje" regrouperont, sur le web, les auteurs, membres associés et autres partenaires de l'institut. L'ensemble sera lié à un fonds de dotation présidé par **Michel Rouger**, président de Presaje. Il disposera également d'un comité scientifique piloté par l'économiste **Albert Merlin**, également vice-président de l'institut.

L'Institut de l'entreprise parviendra-t-il à "refonder le capitalisme et repenser l'entreprise" ? C'est en tout cas l'objectif qu'a confié le think-tank aux participants à son colloque du 15 mai sur ce thème. **Joseph L. Bower**, professeur à **Harvard** ; **Bertrand Collomb**, président d'honneur de **Lafarge** ; **Xavier Fontanet**, ex-président d'**Essilor** ; **Armand Hatchuel**, DG adjoint du **Centre de gestion scientifique-Mines ParisTech** ; et **Blanche Segrestin**, professeure dans le même établissement, y sont attendus.

■ La Bulle gonfle avec l'alternance

Réseau influent et discret, plutôt marqué à droite, le club La Bulle tente d'aider ses membres à entrer dans les cabinets ministériels, comme il l'avait fait en 2007.

Gaëtan Chauderlot espère battre cette année le record de 2007 pour **La Bulle**. L'association cofondée et présidée par cet ex-collaborateur de **Philippe de Villiers** et d'**Alain Madelin** avait alors contribué à placer 45 de ses membres dans des cabinets ministériels, comme **Boris Ravignon** à l'Elysée et **Grégory Canal** à Matignon. En ces temps de mercato politique, il fait bon fréquenter les réseaux de ce club discret, qui revendique près de 400 membres, recrutés depuis 2001 au sein d'entreprises (**Total**), de médias (**TF1**, **M6**, **France télévisions**) et, surtout, de cabinets ministériels. Le cofondateur du cercle et président d'honneur, **Jean-Marie Caillaud**, est lui-même un collaborateur de **Benoist Apparu** au ministère du logement.

Une aubaine pour les jeunes recrues qui côtoient des membres prestigieux, tel le conseiller com' de **Nicolas Sarkozy**, **Franck Louvrier**. Ce cercle "amicale et détendu", qui se réunit ponctuellement pour un dîner ou une visite privée, dispose de son propre "job center" sur Internet. Mais n'entre pas qui veut : les nouveaux membres sont cooptés par les anciens, et admis sur décision du président. "La semaine dernière, nous avons refusé 27 demandes", assure Gaëtan Chauderlot, citant des énarques et un préfet. Au final, 60% des membres se disent aujourd'hui proches de l'**UMP**. Mais, alternance aidant, La Bulle s'étirera-t-elle à gauche ?

■ Montaigne-Concorde en fin de CDI

La Fondation Concorde et l'Institut Montaigne veulent relancer l'unification du contrat de travail. Une ambition à contre-courant du débat politique en France.

Qu'importe l'élection d'un président socialiste : la **Fondation Concorde** et l'**Institut Montaigne** veulent se faire entendre sur leurs projets de contrat unique. Les deux think-tanks se sont emparés du sujet ces six derniers mois et tentent de faire valoir leurs arguments, tant pour lutter contre le chômage des jeunes que pour faciliter la vie des entreprises. Du côté de la Fondation Concorde, **Jennifer Pizzicara**, secrétaire générale du think-tank, **Alexis Normand**, consultant chez **Saint-Gobain**, **Sébastien Matykowski**, fondateur de **Génération Medef**, et **Xavier Le Prado**, financier à la **Société générale**, prévoient une période probatoire de trois ans avant l'acquisition des mêmes droits sociaux que l'actuel CDI. Chez Montaigne, **Céline Gleize**, avocate au cabinet **Vinci**, propose la possibilité de rompre et modifier unilatéralement le contrat de travail, pour peu qu'il reste conforme à la convention collective.

Ces mesures ne sont pas sans rappeler le contrat de travail unique en Italie, initié par **Mario Monti** en février. Mais difficile d'envisager une telle réforme en France. Absente de la campagne, l'idée d'une unification des contrats, en faisant disparaître l'opposition CDD-CDI, n'est apparue que dans le programme de **François Bayrou**. **Nicolas Sarkozy**, qui l'avait proposée en 2007, n'a pu l'appliquer faute d'entente avec syndicats et patronat. Et pas question de contrat unique pour **François Hollande**...

Dauphine Alumni, l'université parisienne éponyme et sa fondation lanceront, le 15 mai, une campagne pour retrouver les anciens étudiants perdus de vue. Un site Internet intitulé "Le réseau c'est nous" doit recueillir de nouvelles adhésions pour l'Association des anciens, présidée par **Dominique Blanchecotte**, directrice du cabinet de **Jean-Paul Bailly**, président de **La Poste**. Un premier bilan sera dressé lors de l'anniversaire de Dauphine Alumni le 28 juin.

Jean-Hervé Lorenzi, président du **Cercle des économistes**, mais aussi de la chaire transitions démographiques, organise avec **Hélène Xuan**, directrice scientifique de la chaire, deux rendez-vous avant l'été. Le 31 mai, cette structure créée par l'**Institut Louis Bachelier** (LLA n°1522) se penchera sur les transferts financiers intergénérationnels, avec **Luc Arrondel** et **André Masson**, tous deux directeurs de recherche au **CNRS** et spécialistes de l'épargne. Puis le 14 juin, **Lionel Ragot**, professeur à l'**Université d'Evry**, se penchera sur "le financement d'une protection sociale durable". La chaire planche également sur l'organisation d'une rencontre sur le développement du secteur des services dans une société vieillissante.

Véronique Morali, présidente du **Women's Forum**, a été invitée par l'**Institut Diderot** à livrer son point de vue sur "l'avenir de la femme dans l'entreprise". Lors d'un petit-déjeuner, le 24 mai, la présidente de **Fimalac développement** s'interrogera notamment sur la possibilité qu'offre la crise de revoir des modes de management jusqu'ici surtout définis par des hommes. Le sujet est à la mode puisque **Cels'and Co.**, le réseau d'anciens d'élèves du **Celsa**, se réunit le 31 mai pour vérifier si les femmes sont "une population à part dans l'entreprise et la société".

Golin Harris, l'agence de communication et relation publique dirigée à Paris par **Julie Gaye-Espalioux**, a commis une boulette. Elle a diffusé le 3 mai, avec 24 heures d'avance sur l'agenda prévu, le communiqué des résultats de la banque **Union financière de France** (UFF), spécialisée dans le conseil en gestion de patrimoine. Un communiqué signalant l'erreur a certes été adressé deux heures et demi plus tard. Mais les chiffres avaient déjà été disséminés par le service de diffusion **PR Newswire** et publiés par **Easybourse** ou **Boursier.com**. Problème : l'UFF est cotée sur **Euronext**. Une communication décousue qui ne manquera pas d'attirer l'attention de l'**Autorité des marchés financiers**.

CLAI fêtera ses trois années d'existence autour d'une table ronde le 29 mai, en partenariat avec le **Business & Legal Forum**. Le cabinet de conseil en communication, présidé par **Eric Giuily** (LLA n°1482), a convié **Dominique Bur**, préfet du Nord-Pas-de-Calais, **Didier Gaudoux**, président de la zone Europe du Sud, Afrique et Proche-Orient de l'ascensoriste **Schindler**, ainsi que les avocats **Pascal Lagoutte** (cabinet **Capstan**) et **Loïc Touranchet**, associé chez **Actance**, à confronter leurs points de vue sur le thème : "La communication, clé d'une restructuration réussie ?".

Syntec conseil en management met la dernière main à son rapport annuel sur le bilan du secteur, attendu mi-juin. Les premiers résultats recensés par le syndicat professionnel, mené par **Hervé Baculard**, établissent la relative résistance des sociétés en 2011, malgré la crise. Parmi les principales causes justifiant ces achats de conseil : la nécessité de faire évoluer les modèles économiques des entreprises, en raison de l'impact croissant de la révolution numérique sur l'activité des sociétés, mais aussi de la hausse des coûts de main-d'œuvre et de matières premières.

■ Les Rois mages se jettent à l'eau

Avec la Lyonnaise des eaux, l'agence Les Rois mages, fondée par Claudine Pons, expose sa méthode mêlant travail de fond et lobbying participatif. Décryptage.

Avant l'été, **Martin Hirsch** rendra sa contribution au débat sur l'eau. L'ex-haut commissaire aux solidarités actives, auteur d'un livre sévère sur les conflits d'intérêts, n'a pas hésité à se mouiller lors du Forum des idées neuves sur l'eau, organisé par la **Lyonnaise des eaux**. Il a présidé dans ce cadre aux auditions d'experts, d'élus, de consommateurs, etc., notamment sur la question de la tarification sociale. Belle prise de guerre pour l'agence **Les Rois mages**, fondée par **Claudine Pons** qui pilote ce forum depuis 2010. Pour de précédentes sessions, elle avait mobilisé **Erik Orsenna**, associé de l'agence, et **Luc Ferry**.

Fondée en 2004, l'agence veut imposer cette marque de fabrique en communication d'influence. Aux inévitables colloques parlementaires, Claudine Pons préfère un travail de préparation aux côtés d'intellectuels, pour légitimer et enrichir les argumentaires de ses clients. Elle avait déjà procédé ainsi en recourant au professeur **Gérard Tobelem**, ex-président de l'**Etablissement français du sang**, pour plancher sur l'hépatite C pour le laboratoire **Roche**. Les Rois mages ajoutent volontiers une couche de lobbying participatif à ce dispositif. Ainsi, la Lyonnaise a mené un concours des meilleures idées postées par les internautes sur son forum. Un habile "appel au peuple" susceptible de couper l'herbe sous le pied des ONG activistes.

■ Finance Consult serein sur les PPP

Le cabinet de conseil aux collectivités, Finance Consult, fondé par Alain Hue, ne craint pas une remise en cause politique des partenariats public-privé.

Attaques contre les partenariats public-privé (PPP), suppôts de la privatisation des services publics ? Menace de retour en régie pour la gestion de l'eau ? Ces débats qui ont émaillé la campagne électorale n'inquiètent pas **Alain Hue**, fondateur de **Finance Consult**. Avec 25 personnes, le cabinet de conseil aux collectivités locales navigue vers les 3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012, contre 2,5 millions € en 2011. En 2004, la société ne comptait que cinq personnes... Alain Hue estime que son positionnement est durablement inscrit dans le paysage des communautés d'agglomération et de la décentralisation : à cheval entre les spécialités juridiques et comptables, sa boutique accompagne la mise en place de PPP et surveille leur application contractuelle.

La palette d'intervention de Finance Consult est étendue : conseil de la **Philharmonie de Paris** pour une émission obligataire menée par la **Société générale**, le cabinet travaille avec quinze campus universitaires, dont la **Sorbonne**. Il a accompagné Toulouse face à **Veolia** dans la distribution d'eau, et Marseille avec **Urbaser** pour les déchets. Si le PPP est donc politiquement installé, c'est plutôt le risque économique que Finance Consult doit surveiller. Non seulement en raison d'une concurrence accrue tirant les prix à la baisse, mais aussi à cause de la menace d'une crise de crédit qui freinerait brutalement l'investissement des collectivités dans les prochains mois.

L'AAL, Association des avocats lobbyistes, a changé de président. C'est **Philippe Portier**, associé chez **Jeanet**, qui a pris la tête de la structure, dont il était jusqu'à le trésorier. Il succède depuis mars à **Régis Cusinberche** (passé de **Lexidia** à **Granrut avocats** en novembre 2011). Celui-ci souhaitait ne pas cumuler cette casquette avec celle de lobbyiste de l'Ordre des avocats de Paris. C'est **Anne-Charlotte Gros**, du cabinet **Artilex**, qui a été nommée trésorière de l'association.

Michèle Raunet, notaire associée au cabinet **Cheuvreux**, vient d'obtenir le mandat d'étude d'un changement du règlement de copropriété de la Tour Montparnasse. Objectif : diviser l'ensemble immobilier en lots indépendants afin de faciliter les aménagements envisagés par **Icade**, la filiale immobilière de la **Caisse des dépôts** (LLA n°1543). Cheuvreux, notaire de la ville de Paris, est apparu mieux placé que le cabinet **Thibierge**, notaire historique de la Tour, pour l'obtention éventuelle de nouveaux droits à construire.

Eurogroup Consulting va se charger de conseiller le **SIG** (Service d'information du gouvernement) sur certains aspects spécifiques de sa communication publique. Le cabinet de conseil mené par **Francis Rousseau**, qui réalise un quart de son activité auprès des administrations (LLA n°s 1538 et 1511), travaillera sur cette mission pendant un an.

Claude Revel, fondatrice du cabinet d'intelligence économique **IrisAction**, publiera en juin *La France, un pays sous influences ? (Vuibert)*. Cette énarque, responsable du centre global intelligence et influence de l'école de commerce **Skema**, y décrit le poids pris dans l'économie et les décisions publiques des normes arrêtées hors de l'Hexagone, des technologies américaines, de **Facebook** à **Twitter**, et, bien sûr, des agences de notation.

Radioscopie des loupés de Michel Combes

A 50 ans, **Michel Combes**, futur PDG de **SFR** (il prendra ses fonctions le 1^{er} août), affiche un parcours sans faute. Enfin, sur le papier... Polytechnicien, le *track record* de ce transfuge de **Vodafone** s'avère plus contrasté que ce dernier ne le laisse paraître. Après une carrière dans les cabinets, auprès de ministres de gauche (**Paul Quilès** et **Jean-Louis Bianco**) puis de droite (**Bernard Bosson**), **Thierry Breton** l'appelle à ses côtés lors du sauvetage de **France télécom**, fin 2002. Outre sa fonction de directeur financier, il y est en charge du plan de réduction des coûts et d'amélioration de la performance - le fameux programme TOP à l'origine du malaise social au sein de l'opérateur.

Sèchement débarqué par **Didier Lombard** début 2006, il fait irruption à la tête de **TDF** quelques mois plus tard. S'en suivent deux années de frénésie :

acquisitions à l'étranger, pari sur deux technologies (TV mobile personnelle, WiMax) qui feront "pschitt". Et, surtout, montage d'un LBO secondaire insensé qui valorise TDF à 4,9 milliards d'euros alors que l'entreprise - aujourd'hui étranglée par sa dette (LLA n°1510) - était tout juste évaluée 2 milliards € deux ans auparavant. En septembre 2008, c'est le sauve-qui-peut. Michel Combes - que ce LBO pourrait enrichir *in fine* de plusieurs dizaines de millions d'euros - traverse la Manche pour prendre la direction générale de Vodafone Europe. Son principal fait d'arme : la vente à **Vivendi**, pour 7,95 milliards €, des 44% du groupe britannique dans SFR, en avril 2011. L'opération est aujourd'hui jugée astronomique au vu des perspectives de l'opérateur. Et c'est pourtant le vendeur qui a été recruté pour restructurer l'entreprise. Du jamais vu !

Baulé, la PMI dont rêvait l'allemand Bayer

Que se passe-t-il lorsqu'une PMI hexagonale suit le modèle allemand tant vanté par les responsables politiques français ? Elle est rachetée par une entreprise allemande... C'est la morale de l'histoire pour la société drômoise **Baulé**, qui évoluait depuis 2008 dans le cadre d'une joint-venture avec l'allemand **Bayer MaterialScience** (BMS). Cette filiale du chimiste vient d'en acquérir la totalité.

Spécialisée dans les élastomères de polyuréthane, des matériaux dotés d'une forte résistance à l'abrasion et d'une bonne élasticité, utilisés dans le domaine marin et

pour la transformation du béton, Baulé évolue sur des marchés à forte croissance. Fondée en 1976, la société détient des filiales de production au Royaume-Uni et en Chine, ainsi qu'une filiale commerciale aux Etats-Unis. Elle repose sur les exportations pour 40% de son chiffre d'affaires. Et ces activités pourront désormais être consolidées dans les comptes de Bayer... Le nom de Baulé sera conservé. De même que les installations à Romans et la centaine de salariés. **Michel Baulé**, fondateur et président, est remplacé par **Wilhelm Lamberts**, directeur de BMS.

■ Huawei en ombre chinoise

L'opérateur chinois **Huawei** connaît un sérieux flottement dans sa stratégie d'acculturation hexagonale. **Philippe Le Corre**, nommé vice-président en charge des affaires publiques à l'été 2011 (LLA n°1516), vient d'être remercié sans autre forme de procès. Diplômé de **Harvard**, reconnu pour ses compétences, cet ex-conseiller de **Michèle Alliot-Marie** au ministère de la défense, passé comme associé chez **Publicis**, constituait pourtant un rouage important pour Huawei. Le groupe veut en effet échapper à son image de firme d'Etat chinoise. Hélas ! Ce revirement semble le fruit de luttes entre factions dans l'appareil du groupe de télécoms, comme Pékin en a le secret. Pour l'heure, officiellement, **Daniel Hu Chao** (qui ne parle pas français) reprend la responsabilité des affaires publiques. Il était jusqu'alors commercial pour l'activité réseau du groupe. Il est théoriquement épaulé par **Isabelle Leung**. Mais cette dernière, qui a été lobbyiste pour **Microsoft**, travaille aujourd'hui essentiellement à Bruxelles.

Incohérences. L'affaiblissement soudain de la fonction affaires publiques n'est guère en ligne avec les efforts de francisation qui continuent d'être menés par ailleurs. Huawei détaille ainsi, le 10 mai, ses résultats financiers auprès de la presse française, alors qu'il n'en a nulle obligation, n'étant pas coté. Et il vient de nommer un autre Français, **Philippe Perrin**, jusqu'alors chargé des clients grands comptes, comme directeur général adjoint pour l'Hexagone.

Cazes se lance dans le vin en kit.

Le concept de la société **Crushpad** a séduit **Jean-Michel Cazes**, propriétaire du château Lynch-Bages, grand cru classé de Pauillac. Il vient d'entrer au capital de l'entreprise américaine qui propose à une clientèle aisée de créer son propre vin, en choisissant les assemblages, le type de barriques, les étiquettes... Coût pour 300 bouteilles de vin, adaptées à sa personnalité ? Environ 7 500 euros. 300 clients jouent déjà aux vigneron sans avoir les contraintes liées à la possession d'un vignoble. Un marché prometteur pour Jean-Michel Cazes, figure emblématique du monde viticole bordelais, également pionnier du tourisme œnologique. Celui-ci détient également

les châteaux Haut-Bages, Cordeillan-Bages, Ormes de Pez et Villa Bel-Air.

Nocaudie ne lâche pas l'AFER.

Gérard Bekerman, le président de l'**Association française d'épargne et de retraite** (AFER), verra cette année encore sa stratégie contestée par **François Nocaudie** (LLA n°1503). Le président de l'association **SOS Principes AFER**, regroupant des adhérents mécontents, va présenter lors de l'AG du 26 juin une résolution exigeant la rétrocession de l'augmentation pour frais non remboursables demandée par Gérard Bekerman - soit un coût pour l'AFER d'environ 60 000 €. Le collectif d'opposants assure que ces fonds ont été

apportés au **Premier Cercle**, chargé de collecter les fonds pour l'**UMP**, en contradiction avec le code électoral qui interdit à une personne morale de financer un parti politique.

L'industrie ferroviaire en panne.

En mai, la **SNCF** doit prendre livraison des dernières locomotives fret diesel d'une série commandée en 2004 à **Alstom-Siemens**. Au-delà, les chaînes de fabrication françaises n'ont plus aucune perspective en vue (LLA n°1529). La situation est d'autant plus tendue que les autres opérateurs privés, comme **Euro Cargo Rail** ou **Europorte** (**Eurotunnel**), dont le dynamisme contraste avec celui de la SNCF, se tournent vers des fournisseurs étrangers.

Envol programmé pour la dette d'EDF

La maintenance du parc nucléaire et les engagements pris dans les énergies renouvelables vont creuser la dette d'EDF d'ici trois ans.

Les 33 milliards d'euros actuels de dette financière nette d'EDF pourraient être, d'ici 2015, un bon souvenir. Compte tenu des investissements qui incombent à l'énergéticien, ce montant devrait grimper, au mieux, à 40 milliards € d'ici trois ans. Les moins optimistes tablent même sur 50 milliards € - avec un chiffre d'affaires de 65 milliards € en 2011. Sans hausse significative des différentes composantes du tarif de l'électricité, l'équilibre financier de l'entreprise à moyen terme risque d'être compromis.

Premier obstacle à surmonter : les engagements pris par le groupe pour soutenir le développement des énergies renouvelables - éolien, photovoltaïque, etc. La CSPE (contribution aux charges de service public de l'électricité), payée par les consommateurs finaux d'EDF, en finance une part d'ores et déjà insuffisante. Son montant ne couvre pas la totalité des coûts liés aux obligations de rachat de l'électricité

produite par les énergies renouvelables. Cet écart contribue à plus de 10% de la dette actuelle. Et le nombre de nouvelles installations qui vont entrer en service va creuser ce trou : pour parvenir à l'équilibre à échéance 2015, le montant de la CSPE, qui a déjà doublé entre 2010 et 2012 (de 4,5 €/MWh à 10,5 €/MWh au 1^{er} juillet), devrait encore être multiplié par deux.

Autre problème : celui du prix du MWh d'origine nucléaire, qui doit notamment permettre d'assurer la maintenance du parc nucléaire. Compte tenu des recommandations de l'**Autorité de sûreté nucléaire** et des projets d'investissement de l'énergéticien (éolien offshore, EPR britannique, Flamanville...), les besoins vont être colossaux. Difficile sans hausse des tarifs d'avoir les moyens de telles ambitions. Le rapport de la **Cour des comptes** de janvier ne disait pas autre chose, en évaluant le coût moyen du MWh à 49,5 € (établi aujourd'hui à 42 €). Le nouveau gouvernement sera donc là aussi confronté à un choix cornélien : imposer une hausse des prix ou laisser filer la dette du groupe public.

L'affaire Apollonia menace BNP Paribas

Une filiale de BNP Paribas, ainsi que des caisses du Crédit agricole et du Crédit mutuel risquent d'être mises en examen dans le dossier Apollonia.

Renseignements pris, des plaignants en sont convaincus : la juge d'instruction marseillaise **Catherine Lévy**, en charge du dossier **Apollonia**, envisagerait la mise en examen pour escroquerie de plusieurs banques, dont **GE Money Bank**, **BNP Personal Finance**, ainsi qu'au moins une caisse régionale du **Crédit agricole** et une caisse régionale du **Crédit mutuel**. Près d'une trentaine de personnes physiques, dont le DG adjoint du **Crédit mutuel méditerranéen** et le directeur adjoint de BNP Personal Finance Rhône-Alpes, ont déjà été mises en examen dans ce scandale de défiscalisation immobilière, pour escroquerie en bande organisée ou complicité (LLA n°1501). Le tour des banques comme personnes morales semble venu.

Plusieurs dizaines d'auditions amèneraient la magistrature à conclure que les

directions des établissements concernés ne pouvaient ignorer les risques lors de la vente de ces produits immobiliers défiscalisés. Entre 2001 et 2007, elles ont accordé des prêts aux clients du promoteur Apollonia, au mépris de règles prudentielles élémentaires (seuil de revenu, situation patrimoniale...), en connaissance de cause - et cela jusqu'à la faillite de ce dernier.

L'affaire est particulièrement embarrassante pour BNP Personal Finance. La filiale à 100% de **BNP Paribas**, présidée par **Bruno Salmon** depuis 2008, se voit accusée d'une dérive quasiment identique dans le dossier **Helvet immo**, du nom de ces prêts en francs suisses qui devaient financer, eux-aussi, des achats immobiliers défiscalisés. Fin mars, le collectif Helvet immo, constitué pour l'occasion, revendiquait près de 400 membres, tandis que son avocat, **Charles Constantin-Vallet**, expliquait qu'une centaine de plaintes avaient été déposées auprès du parquet de Nanterre.

Lohr très courtisé par la Chine.

Le constructeur chinois **CSR** était bel et bien sur les rangs pour acquérir **TransLohr**, la filiale de l'alsacien **Lohr** (LLA n°1545). Et c'est pour éviter que la technologie du tram sur pneu ne passe aux mains d'un géant asiatique que **Robert Lohr**, le fondateur du groupe, a été prié par le gouvernement de s'entendre avec le groupe ferroviaire **Alstom** et le **Fonds stratégique d'investissement (FSI)**. Leur offre est pourtant moins intéressante que celle du constructeur chinois. Mais il était difficile pour le groupe ferroviaire, très dépendant de la commande publique, d'ignorer cette recommandation gouvernementale.

La dynastie Arnault se perpétue.

La saison des assemblées générales a bien profité à la dynastie **Arnault**. Ainsi, **Bernard Arnault**, fondateur de **LVMH**, a cédé sa place, au conseil de surveillance de **Lagardère**, à son fils, **Antoine Arnault**. A 34 ans, l'ex-directeur de la communication de LVMH, diplômé de **HEC**, est désormais directeur général du chausseur de luxe **Berluti**. Déjà, en 2010, **Delphine Arnault**, 36 ans, diplômée de **Edhec** et directrice générale adjointe de **Dior Couture**, avait hérité du siège de son père au conseil de surveillance de **M6**. Elle vient d'y être renouvelée.

Oddo se stabilise en Tunisie.

La banque **Oddo** compte stabiliser ses équipes d'analystes en Tunisie, en raison de la mauvaise conjoncture. Alors qu'une cinquantaine de personnes étaient annoncées à l'origine, lors de l'inauguration de l'établissement en 2008, la banque présidée par **Philippe Oddo** compte en rester, pour l'heure, à 25 analystes. Travaillant à Tunis au sein de l'**Oddo Research Institute**, ils sont en liaison avec les équipes basées à Lyon et Paris. Oddo compte plus de 100 analystes au total, et couvre 290 valeurs.

Touche féminine chez CFAO.

Sylvie Rucar va faire son entrée au conseil de surveillance du groupe de distribution **CFAO**, lors de l'AG du 25 mai. A 55 ans, cette ancienne présidente de la banque **PSA Finance** et ex-DG du pôle gestion d'actifs et services aux investisseurs de la **Société générale**, passée par **Alix Partners**, a également été nommée en mars *Senior Advisor* automobile chez **Grant Thornton Corporate Finance**. Elle rejoint au conseil de CFAO **Alain Viry** (président), **François-Henri Pinault** (vice-président), ainsi que **Pierre Guénant**, **Jean-François Palus**, **Jean-Charles Pauze** et **Nathalie Delapalme**.

François-Régis Hutin va présenter à sa famille et à ses associés des performances mitigées pour **Sofioest** en 2011. Certes, le chiffre d'affaires de la holding de la société de gratuits **Spir communication** passe de 542 millions d'euros à 605 millions €. Et le résultat opérationnel s'affiche à 3,6 millions €. Mais, au final, les pertes atteignent 34 millions €, contre un bénéfice de 38 millions € en 2010. Cause du sinistre : **Adrexo**, la filiale de distribution de colis, a perdu 15 millions €, auxquels s'ajoutent une dépréciation de 11,5 millions € et une recapitalisation de 23 millions €, avant une cession pour... un euro ! Il n'en faut pas plus pour expliquer le départ du président d'**Adrexo**, **Frédéric Pons**, et son remplacement par **Patrick Schuster** (LLA n°1544). Ces mécomptes n'empêcheront pas le versement de 6,8 millions € de dividendes aux actionnaires.

Pierre-Jean Bozo, patron du gratuit *20 Minutes*, frappe à la porte du **Syndicat de la presse quotidienne nationale** (SPQN) pour y adhérer. Il entend bien obtenir ainsi la reconnaissance de ses pairs, tirant notamment bénéfice de ses performances relevées par l'étude d'audience One (LLA n°1537). La partie n'est toutefois pas gagnée. Le président du SPQN, **Marc Feuillée**, consulte ses membres qui demeurent plus que divisés sur cette question.

Patrick-Yves Badillo, 56 ans, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'**Université d'Aix-Marseille 2**, prend la succession d'**Uli Windisch** comme directeur du département médias de l'**Université de Genève**. Ce dernier avait conduit une importante étude internationale sur la concentration dans les médias.

■ GHM : la tentation du dépôt de bilan

Le groupe Rossel pourrait inciter GHM au dépôt de bilan, s'exonérant ainsi des conséquences de la restructuration.

Le rapprochement imaginé entre le belge **Rossel** et le **Groupe Hersant média** (GHM) patine. La complexité des volets bancaires et sociaux perturbe la négociation entre les patrons des deux groupes, **Bernard Marchant** et **Philippe Hersant**. Pour Rossel, le cap est clair : pas question de mettre en danger un actif comme *La Voix du Nord*, qu'il détient, tant que GHM n'a pas acté sa restructuration. Soit au moins 600 suppressions d'emplois. Mais le nouveau gouvernement devrait tout faire pour retarder les plans sociaux que prépare Philippe Hersant.

La tentation est donc grande pour Bernard Marchant de pousser GHM au dépôt de bilan. La solution permettrait de faire porter à la collectivité la charge des licenciements. Par ailleurs, le risque de voir se presser des repreneurs crédibles au tribunal reste faible. Rossel conserverait ainsi toutes ses chances. A moins que l'Etat, qui a déjà supporté la liquidation de **Comareg**, ne pousse les banques à convertir les dettes de GHM en capital, et les oblige à conduire la restructuration. De quoi inciter les financiers à se montrer plus conciliants avec les deux patrons lors de la suite des négociations.

■ L'Humanité bientôt à la rue ?

Les équipes de L'Humanité devront-elles déménager en urgence ? Le propriétaire des locaux du quotidien à Saint-Denis est au bord de la faillite.

Un problème de plus pour l'éditeur du quotidien communiste, la **Société nouvelle du journal L'Humanité** (SNJH). Déjà dans une passe économique difficile, le voilà tributaire d'une négociation entre le propriétaire des locaux du journal, en liquidation judiciaire, et d'éventuels repreneurs. La direction n'a été informée des difficultés du propriétaire de l'immeuble situé à Saint-Denis que fin avril. Un comité d'entreprise (CE) extraordinaire a eu lieu le 9 mai.

Trois scénarios sont possibles : les locaux seraient vendus mais, avec l'accord du nouveau propriétaire, le journal s'y maintiendrait ; le futur acquéreur pourrait changer la vocation du bâtiment, mais proposer des conditions de rupture du bail avantageuses ; enfin une liquidation judiciaire du propriétaire contraindrait la SNJH à plier bagage sans délai ! Le tribunal de commerce de Bobigny doit se prononcer le 15 mai. **Patrick Le Hyaric**, président du directoire, organise ce 10 mai la visite de cinq immeubles à Saint-Denis pour un éventuel déménagement. Certains des locaux ciblés affichent un prix du mètre carré inférieur au loyer actuel. Dans un habile mouvement dialectique, souhaitera-t-il transformer ce déménagement contraint en avantage ?

Le Parisien doit gérer non seulement un plan de départs volontaires, forcément compliqué, mais aussi de massives demandes de mobilité interne. Pas moins de 140 volontaires au mouvement se seraient déclarés à la direction des ressources humaines. La réorganisation impulsée par le directeur général du groupe **Amaury, Philippe Carli**, prend également forme à travers les travaux lancés, le 7 mai, dans les locaux du *Parisien*. Objectif : la mise en place d'une rédaction plurimédia autour de cinq pôles (informations générales, investigation...).

Franz-Olivier Giesbert

sera l'un des premiers auteurs en librairie pour conter la présidentielle qui vient de s'achever. Les "carnets de campagne" du directeur de la rédaction du *Point* doivent être publiés par **Flammarion** à la fin de la semaine. Tout comme le livre de **Nicolas Barotte** (*Figaro*) et **Nathalie Schuck** (*Parisien*) qui décrira, aux **Editions du Moment**, le *Corps à corps-Les Petits secrets et les grandes manœuvres* du duel entre **François Hollande** et **Nicolas Sarkozy**.

René Finkelstein,

90 ans, ancien président de la **Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels** (CCIJP) et directeur honoraire du département de journalisme du **Celsa**, vient de quitter les instances dirigeantes de la **Pemep**, la société pour la promotion de l'enseignement des métiers de la presse. Cet organisme, important collecteur de taxes d'apprentissage, connaît des difficultés financières. Il pourrait être amené à se rapprocher d'autres structures de même nature.

► Abonnement annuel

■ Classique 880 € TTC	● 46 numéros (édition papier)
■ Web Pack 995 € TTC	+ accès au site web et aux archives + édition PDF + alertes e-mail

LA LETTRE A est éditée chaque semaine par **Indigo Publications** ■ Directeur de publication : **Maurice Botbol** (botbol@LaLettreA.fr) ■ Rédacteur en chef : **Grégoire Pinson** (pinson@LaLettreA.fr) ■ Chefs de rubrique : **Marion Deye** (deye@LaLettreA.fr), **Jacques Massey** (massey@LaLettreA.fr), **Mélanie Bulan** (bulan@LaLettreA.fr) ■ Tél : 01 44 88 57 35, fax : 01 44 88 26 15 ■ www.LaLettreA.fr ■ **Copyright 2012 - Reproduction interdite dans tout format, papier ou électronique** ■ ISSN : 1151-1540 ■ Commission paritaire : 1114 | 81522 ■ Imprimerie : Pérolle, 93400 Saint-Ouen. **Autres publications** : La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Intelligence Online, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française), Presse News.

INDIGO
PUBLICATIONS
L'intelligence des faits
142, rue Montmartre - 75002 Paris
■ Tél : 01 44 88 26 10
■ Fax : 01 44 88 57 33
■ info@indigo-net.com